

- l'émission de 3,5 MMDH au titre des dépenses de la compensation, alors qu'à fin avril 2025 aucune émission n'a été effectuée à ce titre;
 - la progression de 8,4% des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.
- 2- L'augmentation des dépenses d'investissement émises de 19,6%, passant de 37,6 MMDH à fin avril 2025 à 45 MMDH à fin avril 2026, consécutive à la hausse de 13,8% des dépenses des ministères et de 24,8% des dépenses des charges communes.

Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire positif de 1,6 MMDH contre un solde ordinaire positif de 9,6 MMDH un an auparavant;
- un déficit du Trésor de 15,5 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 27,9 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 11,8 MMDH à fin avril 2025 compte tenu d'un solde positif de 16,2 MMDH dégagé par les CST et les SEGMA.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités territoriales)

En millions de dirhams

	Avril 2025	LF 2026	Avril 2026	Taux de réalisation	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES	144 129	419 825	154 279	36,7%	7,0%
1.1- Recettes fiscales⁽¹⁾ :	128 714	376 140	142 033	37,8%	10,3%
<i>Impôts directs</i>	68 075	165 690	74 769	45,1%	9,8%
<i>Impôts indirects</i>	46 418	167 890	51 671	30,8%	11,3%
<i>Droits de douane</i>	5 223	18 548	5 564	30,0%	6,5%
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	8 998	24 013	10 029	41,8%	11,5%
1.2- Recettes non fiscales :	15 415	43 685	12 246	28,0%	-20,6%
<i>Monopole et participations</i>	4 901	27 522	5 289	19,2%	7,9%
<i>Privatisation</i>	0	6 000	0	0,0%	
<i>Domaine</i>	141	600	154	25,7%	9,2%
<i>Autres recettes⁽²⁾</i>	10 373	9 563	6 803	71,1%	-34,4%
2- DEPENSES ORDINAIRES⁽³⁾	134 515	391 541	152 648	39,0%	13,5%
2.1- Biens et services :	111 740	324 002	124 771	38,5%	11,7%
<i>Personnel</i>	58 292	195 331	63 908	32,7%	9,6%
<i>Autres biens et services⁽³⁾</i>	53 448	128 671	60 863	47,3%	13,9%
2.2- Intérêts de la dette :	15 238	44 051	16 164	36,7%	6,1%
<i>Intérieure</i>	11 492	33 766	11 903	35,3%	3,6%
<i>Extérieure</i>	3 746	10 285	4 261	41,4%	13,7%
2.3- Compensation⁽³⁾	0	13 856	3 543	25,6%	
2.4- Rembours. dégrèv.et restitut. fiscaux⁽⁴⁾	7 537	9 633	8 170	84,8%	8,4%
3- SOLDE ORDINAIRE	9 614	28 284	1 631		
4- INVESTISSEMENT⁽³⁾	37 607	136 107	44 970	33,0%	19,6%
5- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	15 370	-1 255	26 928		
6- SOLDE DES SEGMA	861	0	948		
7- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL⁽⁵⁾	-11 762	-109 078	-15 463		
8- VARIATION DES INSTANCES	-21 522		-5 478		
9- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-33 284	-109 078	-20 941		
10- FINANCEMENT INTERIEUR :	11 817	63 498	24 034		
<i>Dont :</i>					
<i>Adjudications</i>	21 553		18 346		
<i>Dépôts au Trésor</i>	3 973		681		
<i>Compte courant à BAM</i>	4 552		-2 972		
11- FINANCEMENT EXTERIEUR :	21 467	45 580	-3 093		
<i>Tirages et dons</i>	32 481	61 500	6 818		
<i>Amortissement</i>	-11 014	-15 920	-9 911		

(1) les recettes fiscales sont présentées pour leur montant brut, compte non tenu du montant émis au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi organique relative à la loi de finances. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux figurent parmi les dépenses de fonctionnement du budget général et les dépenses des CST concernés.

(2) les autres recettes se composent des fonds de concours, des recettes en atténuation de dépenses de la dette et des recettes diverses des différents ministères.

(3) les dépenses sont présentées sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés par les comptables assignataires, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi organique relative à la loi de finances). Les autres biens et services regroupent les dépenses de matériel et les charges communes de fonctionnement hors dépenses de compensation.

(4) les remboursements, dégrèvements et restitutions concernent l'ensemble de la fiscalité domestique et douanière (cf. détail à la page 10).

(5) tel qu'il ressort des recettes prévues et des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2026.

RECETTES ORDINAIRES

	Avril 2025	LF 2026	Avril 2026	Taux de réalisation	Variation en %
RECETTES FISCALES⁽¹⁾	128 714	376 140	142 033	37,8%	10,3%
IMPÔTS DIRECTS	68 075	165 690	74 769	45,1%	9,8%
<i>Taxe Professionnelle⁽²⁾</i>	13	110	9	8,2%	-30,8%
<i>Impôt sur les Sociétés</i>	38 900	95 614	46 907	49,1%	20,6%
<i>Impôt sur le Revenu^(*)</i>	27 459	64 665	26 290	40,7%	-4,3%
<i>Taxe d'Habitation⁽²⁾</i>	4	15	4	26,1%	0,0%
<i>Contribution Sociale de Solidarité sur les bénéficiaires</i>	0	0	0		
<i>Majorations de retard</i>	1 184	3 652	1 054	28,9%	-11,0%
<i>Taxe aérienne pour solid. et promot. Touristique</i>	501	1 560	500	32,0%	-0,2%
<i>Autres⁽³⁾</i>	14	74	5	6,8%	-64,3%
DROITS DE DOUANE^(**)	5 223	18 548	5 564	30,0%	6,5%
IMPÔTS INDIRECTS	46 418	167 890	51 671	30,8%	11,3%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION^(**) :	11 039	45 493	13 112	28,8%	18,8%
<i>Tabacs manufacturés^(**)</i>	3 774	17 717	4 549	25,7%	20,5%
<i>Produits énergétiques^(**)</i>	6 454	23 159	7 579	32,7%	17,4%
<i>Autres^(**)</i>	811	4 617	984	21,3%	21,3%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	35 379	122 396	38 559	31,5%	9,0%
<i>à l'intérieur</i>	16 194	51 348	17 901	34,9%	10,5%
<i>à l'importation^(**)</i>	19 185	71 048	20 658	29,1%	7,7%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	8 998	24 013	10 029	41,8%	11,5%
RECETTES NON FISCALES	15 415	43 685	12 246	28,0%	-20,6%
<i>Domaine</i>	141	600	154	25,7%	9,2%
<i>Monopoles et participations</i>	4 901	27 522	5 289	19,2%	7,9%
<i>Privatisation⁽⁴⁾</i>	0	6 000	0	0,0%	
<i>Fonds de concours et dons</i>	245	0	257		4,9%
<i>Recettes en atténuation de dépenses de la dette</i>	1 359	2 500	131	5,2%	-90,4%
<i>Recettes diverses⁽⁵⁾</i>	8 769	7 063	6 415	90,8%	-26,8%
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	144 129	419 825	154 279	36,7%	7,0%

(1) Les recettes fiscales sont présentées pour leur montant brut, compte non tenu du montant émis au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi organique relative à la loi de finances. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux figurent parmi les dépenses de fonctionnement du budget général et des CST concernés.

(2) Il s'agit de la part de l'Etat dans le produit de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation.

(3) Les autres impôts directs se composent pour l'essentiel de la taxe de licence sur les débits de boissons.

(4) « Produits de cession des participations de l'Etat » rubrique 1100013000860060 du budget général.

(5) les recettes diverses sont constituées des recettes des différents ministères notamment les amendes transactionnelles et forfaitaires, les droits de chancellerie, etc... A partir de 2016, les recettes diverses tiennent compte des versements de certains CST et SEGMA au budget général, en application des dispositions de la loi organique relative à la loi de finances qui interdit les versements entre SEGMA et entre SEGMA et CST (article 22), entre CST et entre CST et SEGMA (article 27). Des versements peuvent être effectués au profit du budget général à partir des SEGMA et des CST (articles 22 et 27).

(*) Les recettes de l'IR à fin avril 2025 comprennent un montant de 3,8 MMDH provenant de l'opération de régularisation volontaire de la situation fiscale du contribuable (article 7 de la loi de finances 2024).

(**) A compter du 1^{er} janvier 2019, les données de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (ADII) sont présentées sur la base des recettes encaissées conformément aux dispositions de la loi organique relative à la loi de finances (article 32).

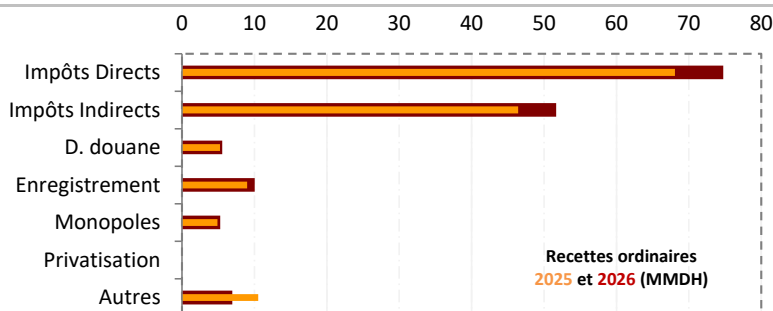
La situation provisoire des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin avril 2026 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires¹ de 7% et des dépenses ordinaires émises de 13,5% dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 1,6 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 20,9 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 3,1 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 24 MMDH.

1-RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires se sont établies à 154,3 MMDH contre 144,1 MMDH à fin avril 2025, en hausse de 7% ou +10,2 MMDH.

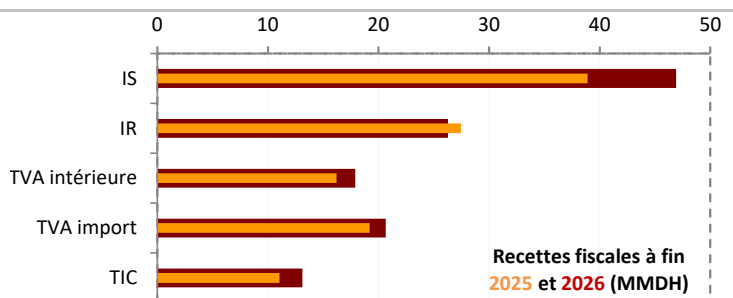
Ceci s'explique par l'augmentation des impôts directs de 9,8%, des droits de douane de 6,5%, des impôts indirects de 11,3% et des droits d'enregistrement et de timbre de 11,5%, conjuguée à la baisse des recettes non fiscales de 20,6%.



1.1- RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales ont été de 142 MMDH contre 128,7 MMDH à fin avril 2025, en augmentation de 10,3% ou +13,3 MMDH.

L'évolution des recettes fiscales résulte de la hausse des recettes de la fiscalité douanière de 11% et de la fiscalité domestique de 10,1%.



1.1.1- FISCALITE DOUANIERE²

Les recettes de la fiscalité douanière se sont établies à 39.334 MDH à fin avril 2026 contre 35.447 MDH à fin avril 2025, soit une hausse de 11% ou +3.887 MDH. Cette hausse provient de l'augmentation des recettes douanières de 9,5%, des recettes de la TIC sur les tabacs manufacturés de 20,5% et des autres TIC de 21,3%.

Recettes Douanières

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 33.801 MDH à fin avril 2026 contre 30.862 MDH un an auparavant, en progression de 9,5% ou +2.939 MDH par rapport à leur niveau à fin avril 2025.

- Droits de douane

Les recettes des droits de douane réalisées à fin avril 2026 ont atteint 5.564 MDH contre 5.223 MDH un an auparavant, soit une hausse de 6,5% ou +341 MDH.

- TVA à l'importation

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 20.658 MDH à fin avril 2026 contre 19.185 MDH à fin avril 2025, enregistrant une augmentation de 7,7% ou +1.473 MDH.

La TVA sur les produits énergétiques et celle sur les autres produits ont enregistré, respectivement, une hausse de 6,1% ou +189 MDH et de 8% ou +1.284 MDH.

- TIC sur les produits énergétiques

Les recettes de la TIC sur les produits énergétiques ont atteint 7.579 MDH contre 6.454 MDH, en hausse de 17,4% ou +1.125 MDH par rapport à leur niveau un an auparavant.

TIC sur les tabacs manufacturés

Les recettes provenant de la TIC sur les tabacs manufacturés ont été de 4.549 MDH à fin avril 2026 contre 3.774 MDH un an auparavant, soit une augmentation de 20,5% ou +775 MDH.

¹ Il s'agit des recettes brutes, compte non tenu des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

² A compter du 1^{er} janvier 2019, les données de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (ADII) sont présentées sur la base des recettes encaissées conformément aux dispositions de la loi organique relative à la loi de finances (article 32).

Autres TIC

Les recettes des autres TIC ont atteint 984 MDH contre 811 MDH un an auparavant, soit une hausse de 21,3% ou +173 MDH.

1.1.2- FISCALITE DOMESTIQUE

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 102,7 MMDH à fin avril 2026 contre 93,3 MMDH à fin avril 2025, en hausse de 10,1% ou +9,4 MMDH.

- Impôt sur les sociétés

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 46.907 MDH à fin avril 2026 contre 38.900 MDH un an auparavant, en augmentation de 20,6% ou +8.007 MDH.

- Impôt sur le revenu

Les recettes de l'IR à fin avril 2026 ont enregistré une baisse de 4,3% par rapport à leur niveau à fin avril 2025 (26.290 MDH contre 27.459 MDH), soit -1.169 MDH. Cette évolution s'explique par le fait que les recettes de l'IR à fin avril 2025 comprennent un montant de 3,8 MMDH provenant de l'opération de régularisation volontaire de la situation fiscale du contribuable instituée par la loi de finances pour l'année 2024.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 7,9% ou +159 MDH par rapport à leur niveau de 2025 (2.167 MDH contre 2.008 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume ont enregistré une augmentation de 14,6% ou +537 MDH.

Recettes brutes de l'Impôt sur le Revenu			
	2025	2026	Evolution en %
IR total	27 459	26 290	-4,3%
dont IR prélevé par la DDP	3 673	4 210	14,6%

- TVA à l'intérieur

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin avril 2026 se sont établies à 17.901 MDH contre 16.194 MDH à fin avril 2025, en hausse de 10,5% ou +1.707 MDH.

- Droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et de timbre ont été de 10.029 MDH à fin avril 2026 contre 8.998 MDH un an auparavant, soit une hausse de 11,5% ou +1.031 MDH.

- Majorations de retard

Les recettes au titre des majorations de retard se sont établies à 1.054 MDH à fin avril 2026 contre 1.184 MDH un an auparavant, soit une diminution de 11% (-130 MDH). A fin avril 2025, les majorations de retard avaient enregistré une hausse de 30,5% par rapport à leur niveau à fin avril 2024, soit +277 MDH (1.184 MDH contre 907 MDH).

- Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique

A fin avril 2026, les recettes au titre de la taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique ont été de 500 MDH contre 501 MDH un an auparavant, en baisse de 0,2% ou -1 MDH.

- Autres impôts directs

Les autres impôts directs (part du budget général dans le produit de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation, taxe de licence, ...) ont été de 18 MDH contre 31 MDH, en baisse de 41,9% ou -13 MDH.

1.2-RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales ont été de 12.246 MDH contre 15.415 MDH un an auparavant, en baisse de 20,6% ou -3.169 MDH. Cette baisse s'explique notamment par la diminution des versements des comptes spéciaux du Trésor au budget général (5.031 MDH contre 7.847 MDH) et des recettes en atténuation des dépenses de la dette (131 MDH contre 1.359 MDH), conjuguée à la hausse des recettes de monopoles (5.289 MDH contre 4.901 MDH) et des fonds de concours (257 MDH contre 245 MDH).

- Monopoles et participations

Les recettes des monopoles et participations ont été de 5.289 MDH à fin avril 2026 contre 4.901 MDH à fin avril 2025, en hausse de 7,9% ou +388 MDH.

Les recettes à fin avril 2026 proviennent principalement des versements effectués par Bank Al-Maghrib (4,1 MMDH contre 3,8 MMDH) et l'Agence de la conservation foncière (1 MMDH, soit le même niveau un an auparavant).

Produit des monopoles et participations				
	2025	LF 2026	2026	Taux de réalis.
B.A.M	3 750	3 600	4 098	113,8%
I.A.M	0	845	0	0,0%
O.C.P	0	7 000	0	0,0%
ANCFCC	1 000	6 000	1 000	16,7%
Autres	150	10 077	191	1,9%
TOTAL	4 901	27 522	5 289	19,2%

- Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une diminution de 34,4% ou -3.570 MDH, due pour l'essentiel à la baisse des versements des comptes spéciaux du Trésor au budget général (5.031 MDH contre 7.847 MDH) et des recettes en atténuation des dépenses de la dette (131 MDH contre 1.359 MDH), conjuguée à la hausse des fonds de concours (257 MDH contre 245 MDH).

1.3- RECETTES ORDINAIRES NETTES

Les recettes ordinaires nettes sont calculées sur la base des recettes ordinaires brutes diminuées des montants des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux correspondants. Elles ont enregistré une hausse de 7% par rapport à leur niveau à fin avril 2025.

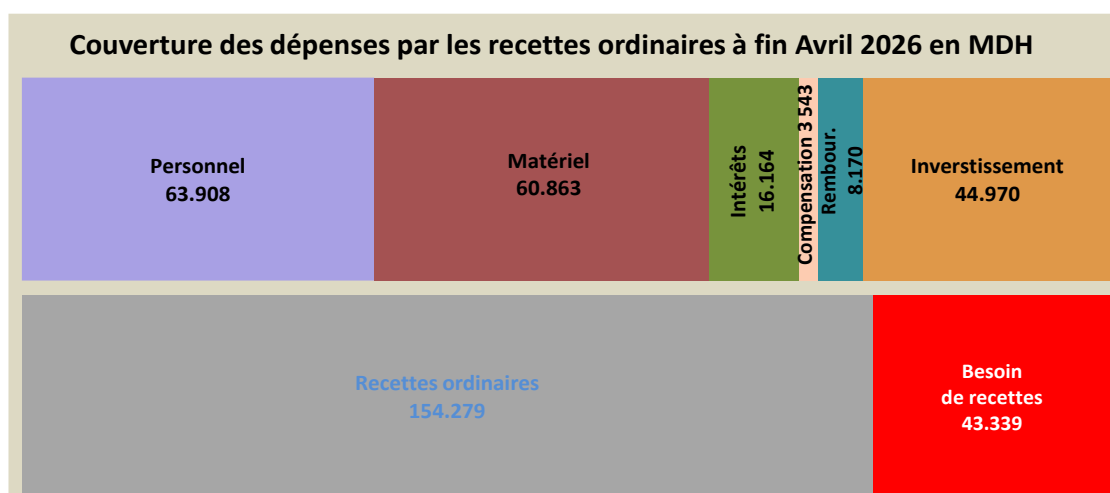
A fin avril 2026, les dix principales natures de recettes nettes ci-après représentent 94,6% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 45,4 MMDH, l'IS constitue la première source de recettes du budget général de l'Etat.

Principales natures de recettes nettes du budget général à fin Avril 2026

Nature	Recettes ordinaires en millions de DH	Evol en %	Structure
1 Impôt sur les Sociétés	45 414	▲ 24,9%	31,1%
2 Taxe sur la valeur ajoutée	32 234	▲ 5,2%	22,1%
- à l'importation	20 654	▲ 7,7%	14,1%
- à l'intérieur	11 580	▲ 1,0%	7,9%
3 Impôt sur le Revenu	26 143	▼ -4,3%	17,9%
4 Droits d'Enregistrement	10 029	▲ 11,5%	6,9%
5 TIC produits énergétiques	7 558	▲ 17,4%	5,2%
6 Droits de douane	5 556	▲ 6,4%	3,8%
7 Monopoles	5 289	▲ 7,9%	3,6%
8 TIC tabacs manufacturés	4 549	▲ 20,5%	3,1%
9 Majorations de retard	879	▼ -17,3%	0,6%
10 Taxe aérienne	500	▼ -0,2%	0,3%

Couverture des dépenses par les recettes ordinaires

Le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a enregistré une baisse, passant de 107,1% à fin avril 2025 à 101,1% à fin avril 2026. Ainsi, 41,4% des recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 39,4% aux dépenses de matériel, 10,5% aux intérêts de la dette, 2,3% aux émissions de la compensation et 5,4 % aux remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.



Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget général de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

2- DEPENSES

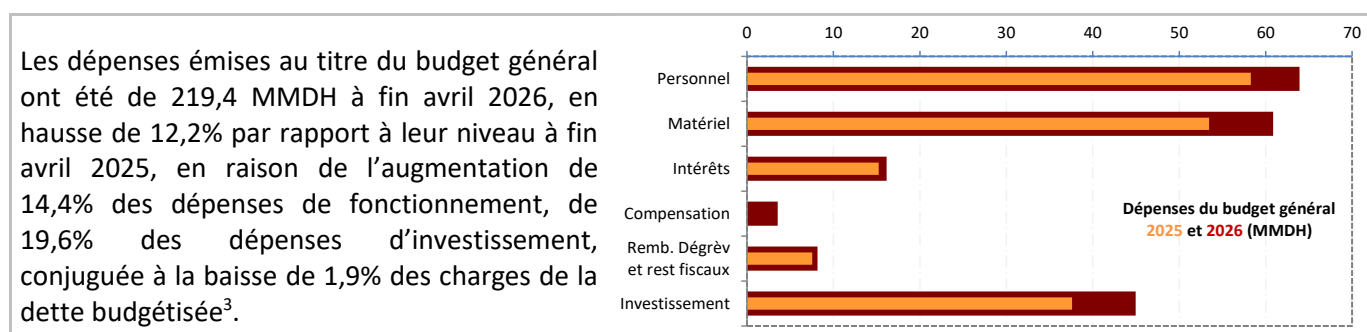
Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

2.1- ENGAGEMENTS

	Situation des engagements ^(*) de dépenses 2025				
	Crédits Disponibles	Engagements	Emissions	Taux d'engagement	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	348 698	146 264	136 484	42%	93%
Investissement	156 329	74 386	44 970	48%	60%
C.S.T	293 403	109 902	65 506	37%	60%
SEGMA	3 169	1 398	176	44%	13%
Dette	108 217	37 993	37 993	35%	100%
TOTAL	909 816	369 943	285 129	41%	77%

(*) Intégrant des émissions non soumises à engagement (personnel, dette, . . .)

2.2- DEPENSES DU BUDGET GENERAL



DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL					
	2025	LF 2026	2026	Réalisé	Variation
Fonctionnement	119 277	347 491	136 484	39%	14,4%
Investissement	37 607	136 107	44 970	33%	19,6%
Dette	38 727	108 217	37 993	35%	-1,9%
TOTAL	195 611	591 814	219 447	37%	12,2%

La baisse de 1,9% des charges de la dette budgétisée s'explique par la diminution de 7,1% ou -1,7 MMDH des remboursements du principal ou amortissements (21,8 MMDH contre 23,5 MMDH), conjuguée à la hausse de 6,1% ou +926 MDH des intérêts de la dette (16,2 MMDH contre 15,2 MMDH). Le recul des remboursements du principal provient de la baisse des amortissements de la dette intérieure de 7,5 MMDH, conjuguée à la hausse des amortissements de la dette extérieure de 5,9 MMDH.

³ Dette dont la maturité est égale ou supérieure à 5 ans.

2.2.1- FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement émises ont été de 136,5 MMDH, dont 63,9 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 9,6%. Les dépenses de matériel ont augmenté de 17,6% (40,9 MMDH contre 34,8 MMDH). Les dépenses des charges communes se sont inscrites en hausse de 26% (23,5 MMDH contre 18,6 MMDH) en raison de l'augmentation des émissions de la compensation de 3,5 MMDH.

Le montant des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux supporté par le budget général a augmenté de 8,4 % en raison essentiellement de la hausse de 1.598 MDH des remboursements de la TVA intérieure, conjuguée à la baisse de 1.041 MDH des restitutions de l'IS.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2025	LF 2026	2026	Réalisé	Variation
Personnel	58 292	195 331	63 908	33%	9,6%
Matériel	34 803	93 674	40 915	44%	17,6%
Charges communes	18 646	45 453	23 491	52%	26,0%
dont compensation	0	13 856	3 543	26%	
Dépenses imprévues		3 400			
Remb, dégr, rest fiscaux	7 537	9 633	8 170	85%	8,4%
TOTAL	119 278	347 491	136 484	39%	14,4%

Dépenses de personnel

Les salaires servis par la TGR à fin avril 2026 se sont établis à 63,9 MMDH contre 58,3 MMDH, en hausse de 9,6% par rapport à leur niveau de fin avril 2025 ou +5,6 MMDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 52,5 MMDH, en augmentation de 8,9%, en raison de la hausse de la masse salariale structurelle de 6,2% et des rappels de 106% (2.732 MDH contre 1.326 MDH).

Autres biens et services

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 60,9 MMDH, en hausse de 13,9% ou +7.415 MDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (29,2 MMDH contre 22,3 MMDH) et des comptes spéciaux du Trésor (13,2 MMDH contre 17,2 MMDH).

Intérêts de la dette

Les charges en intérêts de la dette ont été de 16.164 MDH à fin avril 2026 contre 15.238 MDH à fin avril 2025, en hausse de 6,1% ou +926 MDH. Cette hausse s'explique par l'augmentation de 3,6% des charges en intérêts de la dette intérieure (11.903 MDH contre 11.492 MDH) et de 13,7 % de celles de la dette extérieure (4.261 MDH contre 3.746 MDH).

Compensation

A fin avril 2026, les émissions au titre des dépenses de la compensation ont été de 3,5 MMDH, alors qu'à fin avril 2025 aucune émission n'a été effectuée à ce titre.

Remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux

Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont été de 8.170 MDH contre 7.537 MDH, en augmentation de 8,4% ou +633 MDH. Cette hausse s'explique en grande partie par l'accroissement des remboursements, dégrèvements et restitutions au titre de la fiscalité domestique (8.136 MDH contre 7.514 MDH) en raison notamment de la hausse des remboursements de la TVA intérieure (6.321 MDH contre 4.723 MDH), conjuguée à la baisse des restitutions de l'IS (1.493 MDH contre 2.534 MDH), conjuguée à la.

A fin décembre 2024, les arriérés de remboursement de la TVA et les demandes de restitution de l'IS ont été respectivement de 32,8 MMDH et de 3,5 MMDH.

Remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux					
	2025	LF 2026	2026	Réalisé	Variation
1- Fiscalité domestique	7 514	9 499	8 136	85,7%	8,3%
Impôt sur les sociétés	2 534	1 150	1 493	129,8%	-41,1%
Impôt sur le revenu	136	143	147	102,7%	8,1%
TVA intérieure	4 723	8 027	6 321	78,7%	33,8%
Majorations de retard	121	158	175	110,4%	44,6%
Droits d'enreg. et timbre	0	10	0		
Autres	0	10	0		
2- Fiscalité douanière	23	134	34	25,4%	46,7%
Droits d'importation	4	16	8	52,5%	111,3%
TIC prod. énergétiques	16	62	21	33,8%	30,9%
TIC tabacs manufacturés	0	0	0		
Autres TIC	1	2	0	0,4%	-99,0%
TVA à l'importation	2	14	4	31,6%	116,9%
Autres	0	39	0		
TOTAL	7 537	9 633	8 170	84,8%	8,4%

SOLDE ORDINAIRE

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin avril 2026 a été positif de 1.631 MDH contre un solde ordinaire positif de 9.614 MDH un an auparavant.

2.2.2- INVESTISSEMENT

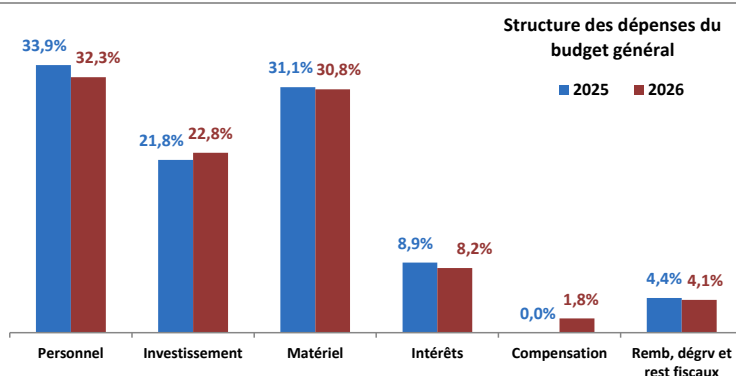
Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 45 MMDH à fin avril 2026 contre 37,6 MMDH un an auparavant, en hausse de 19,6% ou +7,4 MMDH. Cette évolution s'explique par l'accroissement des dépenses des ministères de 13,8% et des dépenses des charges communes de 24,8%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte des versements aux comptes spéciaux du Trésor pour un montant de 20,6 MMDH contre 16,5 MMDH un an auparavant.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2025	LF 2026	2026	Réalisé	Var%
Investissement total :	37 607	136 107	44 970	33%	19,6%
1- Ministères	17 836	92 025	20 305	22%	13,8%
2- Charges communes :	19 771	44 082	24 665	56%	24,8%
- Concours divers	16 504	24 813	20 634	83%	25,0%
- Ristournes d'intérêts	2	144	0	0%	
- Autres	3 265	19 125	4 031	21%	23,5%

Structure des dépenses émises au titre du budget général

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin avril 2025 et fin avril 2026 fait ressortir une hausse de la part des émissions de dépenses de la compensation et des dépenses d'investissement, conjuguée à une baisse de la part des dépenses de personnel, des dépenses de matériel, des intérêts de la dette et des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.



3- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 92,4 MMDH. Ce montant englobe les versements effectués à partir du chapitre des charges communes - Investissement - pour 20,6 MMDH contre 16,5 MMDH à fin avril 2025.

Les dépenses émises ont été de 65,5 MMDH. Elles intègrent la part des CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 3,1 MMDH.

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 26,9 MMDH.

	RECETTES ^(*)			DEPENSES ^(*)			Flux nets 2026
	2025	LF 2026	2026	2025	LF 2026	2026	
C.A.S	73 908	154 586	79 677	63 425	154 474	56 682	22 995
TVA des Coll.Terr.	16 963	57 598	18 645	23 415	57 598	17 531	1 114
Part régions (IS, IR, ...)	4 363	9 000	4 089	3 603	9 000	3 019	1 070
I.N.D.H	1 033	2 600	1 483	360	2 600	246	1 237
Soutien prix. prd.alim.	131	600	74	0	600	1	73
F.S. Routier	1 549	3 000	1 798	796	3 000	1 117	681
F.D. Agricole	2 860	4 200	2 787	2 942	4 200	2 598	189
Emploi domanial	1 117	1 500	848	5 532	1 500	3 260	-2 412
Lutte contre chômage	1 705	2 000	1 628	661	2 000	739	889
Dons des pays du CCG	0	0	0	140	0	0	0
Appui Cohés. Sociale	27 080	36 492	30 914	14 352	36 492	16 771	14 143
F.S. Habitat	4 403	5 720	4 357	2 205	5 720	2 109	2 248
Gestion Covid-19	1	0	1	0	0	0	1
Gestion effets séisme	1	5 000	9	1 944	5 000	9	0
Autres CAS	12 702	26 876	13 044	7 475	26 763	9 282	3 762
C. Dép. Dotation(**)	12 170	11 491	12 749	7 148	11 491	8 514	4 235
Autres C.S.T	17	157	8	152	1 525	310	-302
TOTAL	86 095	166 234	92 434	70 725	167 489	65 506	26 928

(*) Les recettes et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor représentent les flux de l'année. Elles ne tiennent pas compte des soldes reportés de l'année N-1 sur l'année N.

Les dépenses des CST tiennent compte des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

(**) Comptes de dépenses sur dotation.

4- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

A fin avril 2026, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 1.123 MDH contre 1.095 MDH à fin avril 2025, en hausse de 2,6%.

Les dépenses ont été de 176 MDH à fin avril 2026 contre 234 MDH à fin avril 2025, en diminution de 24,8%.

Services de l'Etat gérés de manière autonome ^(*)					
	2025	LF 2026	2026	Réalisé	Variation
Exploitation :	779	0	891		14,4%
Recettes	998	1 738	1 049	60%	5,1%
Dépenses	219	1 738	158	9%	-27,9%
Equipement :	82	0	56		-31,7%
Recettes	97	257	74	29%	-23,7%
Dépenses	15	257	18	7%	20,0%

(*) Les recettes et les dépenses des services de l'Etat gérés de manière autonome représentent les flux de l'année. Elles ne tiennent pas compte des soldes reportés de l'année N-1 sur l'année N.

TAUX DE REALISATION DES PREVISIONS

A fin avril 2026, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 36,7% des prévisions de la loi de finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 39% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 33%.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2026 en MDH

	LF 2026	Avril 2026	Taux de réalisation	Ecart
1- RECETTES ORDINAIRES	419 825	154 279	36,7%	-265 546
1.1- Recettes fiscales :	376 140	142 033	37,8%	-234 107
<i>Impôts directs</i>	165 690	74 769	45,1%	-90 921
<i>Impôt sur les sociétés</i>	95 614	46 907	49,1%	-48 707
<i>Impôt sur le revenu</i>	64 665	26 290	40,7%	-38 375
<i>Impôts indirects</i>	167 890	51 671	30,8%	-116 219
<i>TVA à l'intérieur</i>	51 348	17 901	34,9%	-33 447
<i>TVA à l'importation</i>	71 048	20 658	29,1%	-50 390
<i>Taxes intérieures de consommation</i>	45 493	13 112	28,8%	-32 381
<i>Droits de douane</i>	18 548	5 564	30,0%	-12 984
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	24 013	10 029	41,8%	-13 984
1.2- Recettes non fiscales :	43 685	12 246	28,0%	-31 439
<i>Monopole et participations</i>	27 522	5 289	19,2%	-22 233
<i>Domaine</i>	600	154	25,7%	-446
<i>Autres recettes</i>	15 563	6 803	43,7%	-8 760
2- DEPENSES ORDINAIRES	391 541	152 648	39,0%	-238 894
2.1- Biens et services :	324 002	124 771	38,5%	-199 231
<i>Personnel</i>	195 331	63 908	32,7%	-131 423
<i>Autres biens et services</i>	128 671	60 863	47,3%	-67 808
2.2- Intérêts de la dette :	44 051	16 164	36,7%	-27 887
<i>Intérieure</i>	33 766	11 903	35,3%	-21 863
<i>Extérieure</i>	10 285	4 261	41,4%	-6 024
2.3- Compensation	13 856	3 543	25,6%	-10 313
2.4- Rembours.dégrèv.et restitu.fiscaux	9 633	8 170	84,8%	-1 463
3- INVESTISSEMENT	136 107	44 970	33,0%	-91 137

DEFICIT / EXCEDENT DU TRESOR

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 15,5 MMDH à fin avril 2026 contre un déficit budgétaire de 11,8 MMDH un an auparavant.

ORDRES DE PAIEMENT EN INSTANCE DE VISA ET DE REGLEMENT

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 4,8 MMDH à fin avril 2026 contre 10,3 MMDH à fin décembre 2025, soit une diminution de 5,5 MMDH. Les ordres de paiement en instance de visa et de règlement à fin avril 2026 sont visés et payés durant les premiers jours de mai 2026.

5- FINANCEMENT

Compte tenu d'un besoin de financement de 20,9 MMDH contre un besoin de financement de 33,3 MMDH à fin avril 2025 et d'un flux net négatif de 3,1 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 21,5 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 24 MMDH contre un recours au financement intérieur pour un montant de 11,8 MMDH à fin avril 2025.

FINANCEMENT EXTERIEUR

A fin avril 2026, le financement extérieur net a été négatif de 3,1 MMDH contre un financement extérieur net positif de 21,5 MMDH à fin avril 2025. Les remboursements du principal de la dette extérieure ont atteint 9,9 MMDH contre 11 MMDH un an auparavant et les tirages ont été de 6,8 MMDH contre 32,5 MMDH à fin avril 2025. Les tirages à fin avril 2026 proviennent principalement de la BIRD pour 1,5 MMDH.

FINANCEMENT INTERIEUR

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 18,3 MMDH à fin avril 2026 contre 21,6 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 3,2 MMDH ;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 681 MDH contre 4 MMDH à fin avril 2025;
- de l'augmentation des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib à fin avril 2026 pour un montant de 3 MMDH contre une diminution de 4,6 MMDH à fin avril 2025;
- et des autres moyens de financement notamment, le numéraire chez les comptables publics, les chèques remis à l'encaissement durant les derniers jours d'avril 2026 et dont le compte courant du Trésor à Bank Al-Maghrib ne sera crédité que début mai 2026, les avances aux régisseurs, ...

Dépôts au Trésor

Les dépôts au Trésor ont été de 123 MMDH à fin avril 2026 contre 122,3 MMDH à fin décembre 2025, en hausse de 681 MDH.

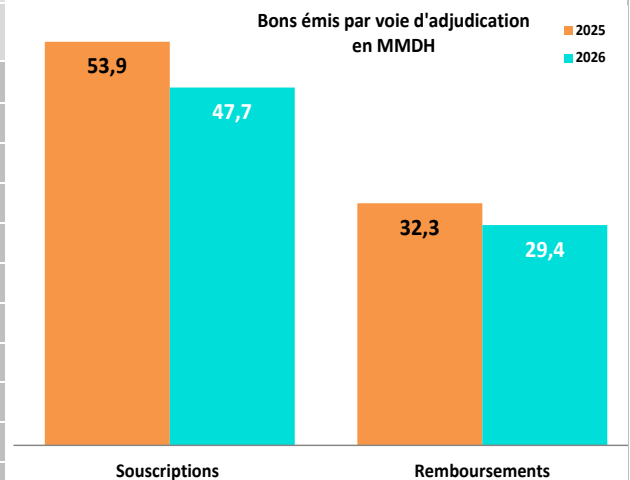
Disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 7 MMDH contre 4,1 MMDH en début d'exercice, compte tenu de placements de 12,5 MMDH effectués en avril 2026 et dont le remboursement n'intervient qu'en mai 2026.

Dettes intérieure

S'élevant à 807,2 MMDH à fin avril 2026 contre 788,6 MMDH à fin décembre 2025, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 2,4%. Ceci s'explique notamment par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 18,3 MMDH, résultant de souscriptions pour 47,7 MMDH et de remboursements pour 29,4 MMDH contre un recours au marché des adjudications pour un montant net de 21,6 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 53,9 MMDH et de remboursements pour 32,3 MMDH.

Encours de la dette intérieure					
	2025	Souscrip	Rembour	2026	Var %
Adjudications	787 340	47 746	29 400	805 685	2,3%
13 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	
26 semaines	2 850,0	900,0	1 050,0	2 700,0	
52 semaines	13 114,3	6 294,4	8 214,3	11 194,4	
2 ans	100 410,1	20 431,3	7 359,4	113 482,0	
5 ans	142 475,7	17 439,4	9 236,3	150 678,8	
10 ans	170 001,6	2 680,5	0,0	172 682,1	
15 ans	177 771,2	0,0	0,0	177 771,2	
20 ans	105 063,2	0,0	3 540,0	101 523,2	
30 ans	75 653,7	0,0	0,0	75 653,7	
Autres	1 302	3 511	3 259	1 553	19,3%
Total	788 642	51 257	32 659	807 239	2,4%



Opérations de la gestion active de la dette intérieure

A fin avril 2026 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette.

Ces opérations ont porté sur un montant global de 5,6 MMDH.

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 semaines	1.752,9	0,0
2 ans	1.807,2	702,5
5 ans	2.084,8	4.564,1
10 ans	0,0	548,1
Total	5.644,9	5.814,7